

# Anne Thibault 1<sup>re</sup> présidente

Peu connu du grand public, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Seine-et-Marne vient de porter à sa présidence Anne Thibault, maire d'Arville, qui succède à Daniel Leroy assumant cette fonction depuis 25 ans.

La vocation du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Seine-et-Marne (CDGFPT 77), établissement de première importance, permet d'assurer la gestion des ressources humaines, rouage essentiel du fonctionnement des collectivités territoriales et établissements publics.

## Du recrutement au départ à la retraite

Pas moins de 60 personnes interviennent à son siège situé à Lieusaint pour prendre en charge les plans de carrière du personnel de 800 collectivités représentant 20.000 agents. Du recrutement au départ à la retraite, en passant par les formations, concours et autres suivis médicaux, le CDGFPT 77 est au carrefour de ces domaines en lien avec les collectivités, soulagées d'être déchargées de ces contraintes administratives spécifiques.

Élue à l'unanimité après



Anne Thibault au service d'une grande institution.

avoir été sollicitée par Daniel Leroy pour lui succéder, Anne Thibault est naturellement fière d'être la première femme présidente en Seine-et-Marne... et même en Ile-de-France.

Déjà vice-présidente depuis 2014 et souhaitant à sa demande mieux connaître la charge de la fonction, elle s'y est impliquée quelque temps dans l'ombre du président. Parallèlement, elle élabore patiemment une liste

d'union, unique et apolitique, soutenue en cela par des députés et sénateurs bons connaisseurs du territoire. « Représentant le service public, nous œuvrons pour l'intérêt général en défendant les collectivités et les agents, sur la base du statut, rien que du statut ! », précise l'élue qui entend entretenir une relation de confiance, seraine et neutre, avec ses collègues locaux.

Pour ce faire, avec l'ap-

appui de son bureau respectant la parité femme/homme, elle a pu dégager des premières mesures et les enjeux pour cette mandature 2020-2026.

Dans un contexte de réforme territoriale engagée en 2019, le développement et la transformation de l'établissement, administration d'expertise, est à promouvoir. Répondant à cette nécessité, notamment avec l'évolution des normes et textes juridiques, le recrutement d'une avocate de pointe a été réalisé ainsi que celui d'un spécialiste de la fraude fiscale et du blanchiment, utile également dans les questions de déontologie, éthique et laïcité.

Autres enjeux, l'instauration de relations fortes avec les administrations, élus locaux et nationaux, la recherche de solutions d'accompagnement aux collectivités et le développement de partenariats.

Quant à la communication, externe ou interne, elle devra gagner en visibilité. Impulsée par le dynamisme de sa présidente, l'image du centre de gestion va être modernisée : un nouveau logo vient d'être créé tout comme le site web annoncé pour le second semestre 2021.